

**Volet B**

**Copie à publier aux annexes du Moniteur belge  
après dépôt de l'acte au greffe**

Réservé  
au  
Moniteur  
belge

\*18327363\*



Déposé  
06-09-2018

Greffe

Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad - 10/09/2018 - Annexes du Moniteur belge

**N° d'entreprise :** 0702898325

**Dénomination :** (en entier) : **International Financial Services Group (BE)**  
(en abrégé) : **IFSG**

**Forme juridique :** Société anonyme

**Siège :** Avenue Louise 65  
(adresse complète) 1050 Bruxelles

**Objet(s) de l'acte :** Constitution

D'après un acte reçu par Maître Katrin ROGGMAN, notaire à Bruxelles (deuxième canton), associé de « Van Halteren, Notaires Associés », à 1000 Bruxelles, rue de Ligne 13, du 6 septembre 2018, il résulte que :  
.../...

1. La société de droit anglais INTERNATIONAL FINANCIAL SERVICES GROUP HOLDINGS (UK) LIMITED, ayant son siège à Bristol, BS2 0ZX (Royaume-Uni), One, Glass Wharf, numéro d'entreprise bis 0699.632.492, .../...

2. Monsieur Jean Jacques CHALOPIN, né à Sannois (Bahamas), le 31 mai 1950, domicilié à 964 West Bay Street, New Providence NP N4837, Nassau, BAHAMAS .../....  
Ci-après dénommées : "les comparants".

.../...

**-\* CONSTITUTION \*-**

**1. Forme juridique – dénomination – siège**

Il est constitué une société anonyme, qui sera dénommée International Financial Services Group (BE).

Le siège social est établi pour la première fois à Bruxelles (1050 Bruxelles), avenue Louise 65 (c/o Regus Brussels City Centre)

**2. Capital – actions – libération.**

Le capital social est fixé à soixante et un mille cinq cents euros (61.500 EUR). Il est entièrement souscrit et est entièrement libéré.

Il est représenté par six cent quinze (615) actions, souscrites en espèces au prix de cent euros (100 EUR) chacune, comme suit :

- La société de droit anglais INTERNATIONAL FINANCIAL SERVICES GROUP HOLDINGS (UK) LIMITED déclare souscrire six cent quatorze (614) actions qu'elle libère entièrement.

- Monsieur Jean Chalopin déclare souscrire une (1) action qu'il libère entièrement.

Les comparants déclarent et reconnaissent que toutes et chacune de ces actions ont été souscrites et libérées comme dit ci-dessus et qu'en conséquence, la société a, dès à présent, à sa disposition une somme de soixante et un mille cinq cents euros (61.500 EUR)

.../...

**-\* STATUTS \*-**

**TITRE I. CARACTÈRE DE LA SOCIÉTÉ.**

**Article 1. Forme - Dénomination.**

La société a la forme d'une société anonyme.

Elle porte la dénomination : "International Financial Services Group (BE)", en abrégé "IFSG".

Il peut être fait usage isolément de la dénomination complète ou abrégée.

**Article 2. Siège.**

Le siège social est établi à Bruxelles (1050 Bruxelles), avenue Louise 65 (c/o Regus Brussels City

Centre), arrondissement judiciaire de Bruxelles.

Il peut être transféré en tout autre lieu en Belgique par décision du conseil d'administration.

Tout transfert du siège social sera publié aux annexes au Moniteur belge par les soins du conseil d'administration.

La société peut établir, par décision du conseil d'administration et dans le respect des dispositions légales en matière d'emploi des langues en Belgique, des sièges administratifs ou d'exploitation, des filiales, des succursales et des agences en Belgique et à l'étranger.

### Article 3. Objet.

La société a pour objet, en Belgique ou à l'étranger, pour compte propre ou pour compte de tiers, par elle-même ou par l'intermédiaire de personnes, physiques ou morales:

1. l'activité d'établissement de crédit dans le respect des conditions déterminées par la législation et la réglementation applicables aux établissements de crédit ayant reçu l'agrément de la Banque Nationale de Belgique, en ce compris toutes opérations de crédit à court, moyen et long termes ;
2. l'activité bancaire, notamment les opérations se rapportant aux dépôts d'espèces et de valeurs, de change, d'émission, de commission et de courtage ;
- (iii) toutes activités et services de paiement et d'investissement, telles que la gestion de portefeuilles, le conseil en investissement, l'acquisition, la gestion, l'émission et l'aliénation de toutes valeurs mobilières, actions, parts sociales, obligations, droits de souscription ou autres titres de prêt émis par toute société belge ou étrangère, ainsi que toutes transactions sur instruments financiers dérivés ;
- (iv) toutes activités d'intermédiation en assurances, telles que la distribution de contrats d'assurances, le conseil en assurances, la gestion de sinistre et toute autre activité liée directement ou indirectement à l'intermédiation.

Au cas où la prestation de certains actes serait soumise à des conditions préalables d'accès à la profession telles que l'obtention d'agrément ou de licence, la société subordonnera son action, en ce qui concerne ces prestations, à la réalisation de ces conditions.

Elle peut effectuer toutes opérations immobilières généralement quelconques et, notamment, l'achat, la vente, la promotion, la mise en valeur, la construction, l'appropriation, la transformation, l'exploitation, la location ou la prise en location et la mise en gestion, le lotissement, la division horizontale et la mise en copropriété forcée de tous biens immeubles, le tout à l'exclusion des activités dont l'exercice est soumis par la législation à une habilitation spécifique .

Elle peut accomplir toutes opérations civiles, industrielles ou commerciales, immobilières ou mobilières se rapportant directement ou indirectement, en tout ou en partie, à l'une ou l'autre branche de son objet ou qui seraient de nature à en développer ou à en faciliter la réalisation.

Elle peut s'intéresser par toutes voies à toute société ou entreprise ayant un objet similaire ou connexe au sien ou dont l'objet serait de nature à faciliter, même indirectement, la réalisation du sien. Elle peut de même conclure toutes conventions de collaboration, de rationalisation, d'association ou autres avec de telles sociétés ou entreprises.

Elle peut se porter caution et donner toute garantie, sûreté personnelle ou réelle en faveur de toute personne ou société, liée ou non. Elle peut exercer les fonctions d'administrateur, gérant, liquidateur et toute autre fonction similaire.

### Article 4. Durée.

La durée de la société est illimitée.

## TITRE II. CAPITAL - TITRES.

### Article 5. Capital social.

Le capital social est fixé à soixante et un mille cinq cents euros (61.500 EUR).

Il est représenté par six cent quinze (615) actions sans désignation de valeur nominale, entièrement libérées.

### Article 6. Modification du capital.

Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale statuant dans les conditions requises pour les modifications aux statuts.

Le capital social peut être amorti sans être réduit par remboursement aux titres représentatifs de ce capital d'une partie des bénéfices distribuables.

### Article 7. Capital autorisé.

L'assemblée générale délibérant dans les conditions requises pour la modification des statuts et au vu d'un rapport motivé établi par le conseil d'administration, annoncé à l'ordre du jour, peut autoriser le conseil d'administration pendant une période de cinq ans à compter du jour fixé par la loi comme point de départ de ce délai, à augmenter le capital en une ou plusieurs fois à concurrence d'un montant maximal déterminé.

Cette autorisation peut être renouvelée une ou plusieurs fois pour une durée n'excédant pas cinq ans.

L'augmentation de capital décidée en vertu de cette autorisation pourra être effectuée par voie

d'apport en espèces ou, dans les limites définies par la loi, par voie d'apport en nature ou encore, par incorporation - avec ou sans création de titres nouveaux - de réserves quelles qu'elles soient et/ou de primes d'émission.

Lorsqu'une augmentation de capital décidée par le conseil d'administration comporte une prime d'émission, le montant de celle-ci, après imputation éventuelle des frais, sera affecté de plein droit au compte indisponible intitulé "*Primes d'émission*", qui constituera, à l'égal du capital, la garantie des tiers et ne pourra être réduit ou supprimé que par une décision de l'assemblée générale statuant dans les conditions de quorum et de majorité requises par la loi pour la réduction du capital, sans préjudice du pouvoir du conseil d'administration prévu à l'alinéa qui précède d'incorporer tout ou partie de cette prime d'émission au capital.

**Article 8. Droit de souscription préférentielle.**

Lors de toute augmentation de capital contre espèces, les actions nouvelles à souscrire doivent être offertes par préférence aux actionnaires, proportionnellement à la partie du capital que représentent leurs actions.

Toutefois, le droit de souscription préférentielle pourra, dans l'intérêt social, être limité ou supprimé par l'assemblée générale statuant comme en matière de modification aux statuts ou par le conseil d'administration agissant dans le cadre du capital autorisé, et ce même en faveur d'une ou plusieurs personnes déterminées qui ne sont pas membres du personnel de la société ou de ses filiales.

**Article 9. Appels de fonds.**

Les appels de fonds sur les actions non entièrement libérées sont décidés souverainement par le conseil d'administration.

L'exercice du droit de vote afférent aux actions sur lesquelles les versements n'ont pas été opérés est suspendu aussi longtemps que ces versements, régulièrement appelés et exigibles, n'ont pas été effectués entièrement.

Les actionnaires pourront libérer anticipativement le montant de leur souscription.

**Article 10. Nature des titres.**

Les actions non entièrement libérées sont nominatives.

Les actions entièrement libérées et les autres titres de la société sont nominatifs ou dématérialisés.

Leur titulaire peut, à tout moment et à ses frais, demander la conversion de ses titres en titres nominatifs ou dématérialisés.

Le titre dématérialisé est représenté par une inscription en compte au nom de son propriétaire ou de son détenteur auprès d'un teneur de comptes agréé ou d'un organisme de liquidation.

Il est tenu au siège social un registre pour chaque catégorie de titres nominatifs. Tout titulaire de titres peut prendre connaissance du registre relatif à ses titres.

**Article 11. Emission d'obligations - Droits de souscription.**

La société peut, en tout temps, créer et émettre des obligations hypothécaires ou autres, par décision du conseil d'administration, qui déterminera le type et les conditions des emprunts obligataires.

La société peut émettre des obligations convertibles ou des droits de souscription attachés ou non à d'autres titres dans les conditions fixées par la loi.

**TITRE III.- ADMINISTRATION - CONTRÔLE.**

**Article 12. Conseil d'administration.**

La société est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés pour six ans au plus par l'assemblée générale et en tout temps révocables par elle. Toutefois, dans les conditions prévues par la loi, le conseil d'administration peut n'être composé que de deux membres.

Les administrateurs sortants sont rééligibles. Le mandat des administrateurs sortants non réélus cesse immédiatement à l'issue de l'assemblée générale ordinaire se tenant l'année d'échéance du mandat.

L'assemblée générale décide si et dans quelle mesure le mandat d'administrateur sera rémunéré par une indemnité fixe ou variable.

**Article 13. Présidence Réunions.**

Le conseil d'administration choisit un président et se réunit sur sa convocation, au lieu y indiqué, en Belgique ou à l'étranger, aussi souvent que les intérêts de la société l'exigent. Il doit être convoqué lorsque deux administrateurs le demandent.

Les convocations sont faites à chacun des administrateurs huit jours avant la réunion, sauf cas d'urgence, avec communication de l'ordre du jour.

Le conseil d'administration se réunit valablement sans convocation si tous les administrateurs sont présents ou représentés et ont marqué leur accord sur l'ordre du jour.

**Article 14. Délibérations.**

Le conseil d'administration ne peut délibérer valablement que sur les points portés à l'ordre du jour et que si la moitié au moins des membres est présente ou représentée. Les réunions peuvent être tenues par vidéoconférence, conférence téléphonique ou tout autre moyen technologique, actuel ou

futur, permettant aux administrateurs de délibérer.

Tout administrateur empêché peut, même par simple lettre, télécopie ou e-mail, déléguer un autre membre du conseil pour le représenter et voter en son nom. Toutefois, aucun administrateur ne peut ainsi représenter plus d'un de ses collègues.

Les résolutions sont prises à la majorité des voix des administrateurs prenant part au vote. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Dans les cas où la loi le permet, qui doivent demeurer exceptionnels et être dûment justifiés par l'urgence et l'intérêt social, les décisions du conseil d'administration peuvent être prises par consentement unanime des administrateurs exprimé par écrit.

#### **Article 15. Procès-verbaux.**

Les délibérations du conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux établis par le président de la réunion et le secrétaire et signés par eux ainsi que par les administrateurs qui le demandent.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont signés, soit par le président du conseil, soit par un administrateur-délégué, soit par deux administrateurs.

#### **Article 16. Gestion journalière Comité de direction.**

Le conseil d'administration peut conférer la gestion journalière des affaires de la société, ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion, à une ou plusieurs personnes, administrateurs ou non.

Il peut également instituer un comité de direction et tous comités consultatifs ou techniques, permanents ou non, composés de membres pris au sein du conseil ou même en dehors et conférer des pouvoirs à des mandataires spéciaux, dont il fixe les attributions et la rémunération éventuelle, fixe ou variable.

#### **Article 17. Contrôle.**

Le contrôle de la situation financière de la société, des comptes annuels et de la régularité des opérations à constater dans lesdits comptes, est confié à un ou plusieurs commissaires, nommés pour trois ans par l'assemblée générale parmi les membres de l'Institut des Reviseurs d'Entreprises. Les émoluments du ou des commissaires sont fixés par l'assemblée générale à l'occasion de leur nomination.

Les commissaires sortants sont rééligibles.

Toutefois, par dérogation au premier alinéa du présent article, si la société répond aux critères légaux, la nomination d'un ou plusieurs commissaires est facultative.

#### **Article 18. Représentation.**

La société est valablement représentée en justice et ailleurs par deux administrateurs agissant conjointement ou par un administrateur-délégué agissant seul.

Elle est en outre, dans les limites de leurs mandats, valablement engagée par des mandataires spéciaux.

### **TITRE IV.- ASSEMBLÉES GÉNÉRALES.**

#### **Article 19. Réunions.**

Il est tenu chaque année, au siège social ou à tout autre lieu désigné dans la convocation, une assemblée générale ordinaire le premier vendredi du mois de mai, à neuf heures.

Si ce jour est férié, l'assemblée se tient le premier jour ouvrable suivant, à la même heure.

#### **Article 20. Représentation et admission aux assemblées générales.**

Tout actionnaire peut se faire représenter à l'assemblée générale par un mandataire spécial, actionnaire ou non, qui sera porteur d'un pouvoir spécial, qui pourra être donné sous forme de simple lettre, télégramme ou télécopie et dont le conseil d'administration peut déterminer, le cas échéant, la forme.

Pour pouvoir assister à l'assemblée générale, les détenteurs d'actions dématérialisées devront déposer cinq jours au moins avant la date fixée pour l'assemblée, au siège social ou dans les établissements désignés dans les avis de convocation, une attestation établie par le teneur de comptes agréé ou l'organisme de liquidation, constatant l'inscription et l'indisponibilité de ces actions jusqu'à la date de l'assemblée.

Les actionnaires en nom sont reçus à l'assemblée sur la production de leur certificat d'inscription dans le registre, pourvu qu'ils y soient inscrits depuis cinq jours au moins avant l'assemblée.

#### **Article 21. Bureau.**

L'assemblée générale est présidée par le président du conseil d'administration ou, à défaut, par un autre administrateur.

Le président désigne le secrétaire qui peut ne pas être actionnaire et l'assemblée peut choisir deux scrutateurs parmi les actionnaires présents.

#### **Article 22. Prorogation.**

Toute assemblée générale, ordinaire, spéciale ou extraordinaire peut, sur décision du conseil d'administration, être prorogée séance tenante à trois semaines.

La seconde assemblée délibérera sur le même ordre du jour et statuera définitivement. Les

**Volet B** - suite

formalités d'admission et de représentation accomplies pour assister à la première assemblée restent valables pour la seconde.

**Article 23. Droit de vote.**

Chaque action donne droit à une voix.

**Article 24. Délibérations Procèsverbaux.**

L'assemblée générale ne peut délibérer que sur les objets portés à l'ordre du jour, alors même qu'il s'agirait de la révocation d'administrateurs ou de commissaires.

Sauf dans les cas prévus par la loi ou par les présents statuts, l'assemblée statue valablement quel que soit le nombre de titres représentés et à la majorité des voix.

Les procèsverbaux des assemblées générales sont signés par les membres du bureau et les actionnaires qui le demandent.

Les copies ou extraits de ces procèsverbaux sont signés, soit par le président du conseil d'administration, soit par un administrateur-délégué, soit par deux administrateurs.

**TITRE V. EXERCICE SOCIAL COMPTES ANNUELS RÉPARTITION.**

**Article 25. Ecritures sociales.**

L'exercice social commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

A cette dernière date, le conseil d'administration dresse un inventaire et établit les comptes annuels, ainsi que, le cas échéant, son rapport de gestion.

**Article 26. Distribution.**

Sur le solde bénéficiaire, il est prélevé cinq pour cent au moins pour la formation du fonds de réserve légale, ce prélèvement cessant d'être obligatoire lorsque la réserve atteint le dixième du capital social.

Le surplus est à la disposition de l'assemblée générale qui, sur proposition du conseil d'administration, décidera chaque année de son affectation.

**Article 27. Paiement des dividendes.**

Le paiement des dividendes se fait annuellement aux époques et aux endroits indiqués par le conseil d'administration.

Le conseil d'administration pourra, sous sa propre responsabilité et dans le respect des dispositions légales en la matière, décider le paiement d'acomptes sur dividende et fixer la date de leur paiement.

**TITRE VI. DISSOLUTION LIQUIDATION.**

**Article 28. Dissolution.**

La dissolution de la société peut être prononcée à tout moment par l'assemblée générale des actionnaires délibérant dans les formes requises pour les modifications aux statuts.

**Article 29. Répartition.**

Après le paiement de toutes les dettes et charges de la société et le remboursement du capital social réellement libéré, le solde sera réparti par parts égales entre toutes les actions.

**TITRE VII. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.**

**Article 30. Election de domicile.**

Pour l'exécution des présents statuts, tout actionnaire en nom, administrateur, directeur, fondé de pouvoirs, liquidateur, domicilié à l'étranger est tenu d'élire domicile en Belgique. A défaut, il sera censé avoir élu domicile au siège social.

**Article 31. Droit commun.**

Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, il est référé aux dispositions légales.

**- \* DISPOSITIONS FINALES \*-**

**1. Nominations des premiers administrateurs.**

Le nombre d'administrateurs est fixé initialement à deux (2).

Sont appelés auxdites fonctions :

1. Monsieur Olivier Saen, domicilié à 1310 La Hulpe, rue de l'Etang,
2. Monsieur Jean Chalopin, prénommé.

Sauf réélection, le mandat des administrateurs prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de deux mille vingt-quatre (2024).

La nomination n'aura d'effet qu'au jour de l'acquisition par la société de la personnalité morale.

.../...

**1. Commissaire.**

Il n'est pas nommé de commissaire étant donné que, suivant les estimations faites, la société répond pour son premier exercice social aux critères visés par l'article 141 du code des sociétés.

**2. Administrateur-délégué.**

Les personnes désignées ci-avant administrateurs, présentes ou représentées comme il a été exposé, déclarent prendre à l'unanimité les décisions suivantes :

- est appelé aux fonctions d'administrateur-délégué, pour la durée de son mandat d'administrateur :

Réservé  
au  
Moniteur  
belge

**Volet B** - suite

Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad - 10/09/2018 - Annexes du Moniteur belge

Monsieur Jean Chalopin, prénommé, lequel exercera tous les pouvoirs de gestion journalière de la société et de représentation de la société, avec faculté de subdéléguer.

Ces fonctions ne sont pas rémunérées.

Les nominations n'auront d'effet qu'au jour de l'acquisition par la société de la personnalité morale.

**3. Premier exercice social.**

Le premier exercice social commencera le jour de l'acquisition par la société de la personnalité morale et finira le trente et un décembre deux mille dix-neuf (2019).

La première assemblée générale ordinaire aura donc lieu en deux mille vingt (2020).

**4. Début des activités.**

Le début des activités de la société est fixé à son immatriculation à la Banque Carrefour des Entreprises.

.../...

Pour extrait analytique conforme.

Déposé en même temps : expédition et procurations  
(signé) Damien HISETTE, notaire associé à Bruxelles

Mentionner sur la dernière page du Volet B :

**Au recto** : Nom et qualité du notaire instrumentant ou de la personne ou des personnes  
ayant pouvoir de représenter l'association ou la fondation à l'égard des tiers

**Au verso** : Nom et signature.